

Les organisations professionnelles du Bâtiment & des Travaux Publics renouvellent leur engagement avec l'Etat pour accompagner les entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes

Ce mardi 25 octobre, les organisations professionnelles du Bâtiment et des Travaux Publics en Auvergne-Rhône-Alpes ont renouvelé leur engagement avec l'Etat pour accompagner les entreprises du secteur dans leurs évolutions (développement des compétences, transition numérique & écologique, prévention santé-sécurité ...). La signature de ce nouvel accord régional bâtiment & travaux publics s'inscrit dans la continuité des deux précédents afin de poursuivre et d'intensifier les actions engagées en faveur de l'accompagnement des entreprises dans la gestion des compétences.

Un accord signé par les représentants des 4 organisations professionnelles de la région (FFB, CAPEB, FRTP, SCOP BTP) et de la DREETS par délégation du préfet de région. En présence de ConstructyS Auvergne-Rhône-Alpes, co-financeur des actions.

« Face aux multiples crises que nous subissons, les transformations systémiques de nos écosystèmes, l'arrivée prochaine de l'effet papy-boomers qui va creuser la pyramide des âges avec près de 40% des chefs d'entreprise qui vont partir à la retraite d'ici à 5 ans, il est indispensable, aujourd'hui, d'associer toutes nos forces pour servir nos objectifs communs. Ceux du maintien d'une économie de proximité dans nos territoires, de la pérennisation de l'emploi dans nos entreprises et de l'attractivité de nos métiers », c'est ainsi que Dominique Guiseppin, président de la CAPEB AURA a introduit la signature de l'accord de partenariat de la branche BTP et de l'Etat afin de présenter les enjeux du secteur.

Renouvellement d'un partenariat de longue date

Cette convention, d'une durée de 3 ans, s'inscrit dans la continuité des actions précédemment engagées. Il s'agit du renouvellement d'un partenariat de plus de 10 ans. Pour Isabelle Notter, directrice régionale de la DREETS, « il marque la volonté de l'Etat d'accompagner les entreprises du BTP. C'est un engagement fort des pouvoirs publics aux côtés des organisations professionnelles pour sécuriser les entreprises et maintenir ce secteur clé ».

Philippe Lansard, président de la FFB AURA précise que « cet accord chapeaute les diverses conventions et groupes de travail entre la profession et l'Etat. Il permet de donner de la lisibilité et du corps aux différentes actions menées par la branche. Il vise aussi à soutenir les actions à destination des plus petites entreprises. En effet, en région, 86 % des entreprises de Bâtiment emploient moins de 10 salariés et ce sont bien elles qui ont davantage besoin d'un accompagnement individualisé ».



Signature de la nouvelle convention de partenariat liant les organisations professionnelles du BTP et l'Etat

De g à d. Franck Prouteau, président des SCOP BTP AURA – Philippe Lansard, président de la FFB AURA – Dominique Guiseppin, président de la CAPEB AURA – Isabelle Notter, directrice régionale de la DREETS – Pierre Berqer, président de la FRTP AURA

Pour accompagner les mutations > 500 actions (formation, appui conseil, pré-diagnostic RH...) sur 3 ans

Il s'agit de poursuivre voire d'intensifier l'accompagnement des entreprises, et plus particulièrement des TPE et PME de notre région. D'une part de les soutenir dans leur adaptation aux transitions numérique et écologique. Et d'autre part, de les accompagner dans leurs démarches d'évolution en matière de ressources humaines avec une sécurisation du parcours professionnel et le développement des compétences des salariés. L'OPCO Constructys est aux côtés de la profession pour promouvoir cet accord et co-financer les actions.

Franck Prouteau, président des SCOP BTP en région, souligne la pertinence de cet accord pour encourager les bonnes pratiques RSE, et incite à développer l'accompagnement à la reprise des entreprises par les salariés.

« Nous observons une instabilité, les collaborateurs ne restent pas dans les entreprises. Au-delà du recrutement, l'enjeu est aussi de fidéliser. De plus, nos métiers évoluent en raison de la transition écologique et des nouvelles réglementations. Un soutien sur le management et l'environnement sont indispensables » souligne Pierre Berger, président de la FRTF AURA.

Pour les signataires, il s'agit aussi d'être attentif aux conditions d'emploi dans la branche en mettant l'accent sur la prévention des risques professionnels. La profession est d'ailleurs impliquée, aux côtés de l'OPPBTP, dans la mise en œuvre du Plan Régional de Sécurité au Travail (PRST 4).

Il convient aussi de maintenir les efforts en matière de lutte contre la fraude au travail détaché. Pour Philippe Lansard, président de la FFB AURA, « des actions ont déjà porté leurs fruits : hausse des contrôles notamment le week-end, mise en place de la carte BTP... On observe une baisse par rapport à la situation que nous avons connue il y a 5 ans ». Isabelle Notter, directrice de la DREETS, confirme cette baisse et précise que l'Etat reste mobilisé sur le sujet, notamment via une « unité régionale dédiée, composée d'inspecteurs spécialisés pour une action permanente ».

Concrètement, l'objectif est de mener 500 actions (formation, appui conseil, pré-diagnostic RH...) sur 3 ans, pour accompagner les entreprises du secteur dans leurs évolutions (compétences, transition numérique & écologique, prévention santé-sécurité...).